

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE
**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRANDANGOULEME**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU 09 DECEMBRE 2021**

Délibération
n°2021.12.322

**Avenant n°1 à la
convention relative au
financement des études et
des travaux de
modernisation de la
signalisation entre
Angoulême et Saintes.
(Ligne ferroviaire de Saint
Michel à Beillant)**

LE NEUF DECEMBRE DEUX MILLE VINGT ET UN à 17 h 30, les membres du Conseil Communautaire se sont réunis Salle Paul DAMBIER rue des Bouvreuils 16430 CHAMPNIERS suivant la convocation qui a été adressée par Monsieur le Président.

Date d'envoi de la convocation : 03 décembre 2021

Secrétaire de Séance : Monique CHIRON

Membres présents : Sabrina AFGOUN, Michel ANDRIEUX, Joëlle AVERLAN, Eric BIOJOUT, Didier BOISSIER DESCOMBES, Xavier BONNEFONT, Jacky BONNET, Catherine BREARD, Michel BUISSON, Minerve CALDERARI, Monique CHIRON, Frédéric CROS, Serge DAVID, Françoise DELAGE, Gérard DESAPHY, Gérard DEZIER, Nathalie DULAIS, François ELIE, Sophie FORT, Jean-Luc FOUCHIER, Jean-Jacques FOURNIE, Maud FOURRIER, Bertrand GERARDI, Michel GERMANEAU, Hélène GINGAST, Jérôme GRIMAL, Thierry HUREAU, Francis LAURENT, Michaël LAVILLE, Raphaël MANZANAS, Annie MARC, Jean-Luc MARTIAL, Corinne MEYER, Benoît MIEGE-DECLERCQ, Pascal MONIER, Thierry MOTEAU, Isabelle MOUFFLET, François NEBOUT, Dominique PEREZ, Yannick PERONNET, Sylvie PERRON, Gilbert PIERRE-JUSTIN, Catherine REVEL, Jean REVEREAULT, Alain RHODE, Martine RIGONDEAUD, Mireille RIOU, Gérard ROY, Zahra SEMANE, Anne-Marie TERRADE, Fabrice VERGNIER, Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU, Vincent YOU, Hassane ZIAT

Ont donné pouvoir : Véronique ARLOT à Vincent YOU, Marie-Henriette BEAUGENDRE à Thierry HUREAU, Séverine CHEMINADE à Jean-Jacques FOURNIE, Jean-Claude COURARI à Isabelle MOUFFLET, Françoise COUTANT à Fabrice VERGNIER, Fadilla DAHMANI à Jérôme GRIMAL, Jean-François DAURE à Jacky BONNET, Valérie DUBOIS à Sophie FORT, Martine FRANCOIS-ROUGIER à Catherine REVEL, Fabienne GODICHAUD à Monique CHIRON, Sandrine JOUINEAU à Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU, Gérard LEFEVRE à Gérard DESAPHY, Jean-Philippe POUSSET à Xavier BONNEFONT, Valérie SCHERMANN à François ELIE, Philippe VERGNAUD à Pascal MONIER, Zalissa ZOUNGRANA à Gilbert PIERRE-JUSTIN,

Excusé(s) : Brigitte BAPTISTE, Chantal DOYEN-MORANGE, Denis DUROCHER, Martine PINVILLE, Roland VEAUX

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 DÉCEMBRE 2021

**DÉLIBÉRATION
N° 2021.12.322**

MOBILITES

Rapporteur : Monsieur GERMANEAU

AVENANT N°1 A LA CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DES ETUDES ET DES TRAVAUX DE MODERNISATION DE LA SIGNALISATION ENTRE ANGOULEME ET SAINTES. (LIGNE FERROVIAIRE DE SAINT MICHEL A BEILLANT)

La liaison TER Angoulême - Saintes (- Royan) est, après Poitiers – La Rochelle, la seconde liaison TER de l'ex région Poitou-Charentes.

La ligne Angoulême – Saintes offre dans son état actuel des performances médiocres qu'il convient d'améliorer pour optimiser en particulier la qualité et le niveau de l'offre de transport de voyageurs.

Dans cet objectif, une opération de modernisation de la signalisation ferroviaire de la ligne a été inscrite au Contrat de Projets Etat – Région Poitou-Charentes 2007-2013 visant à :

- renforcer la desserte des territoires
- fiabiliser la régularité des circulations et permettre une meilleure gestion des aléas liée à l'automatisation des opérations en offrant une réelle souplesse d'exploitation
- augmenter les performances de la ligne et sa maintenabilité durable.

Les études Avant-Projet conduites par Réseau Ferré de France (RFF), devenue SNCF Réseau, ont abouti à un programme d'opération qui consiste principalement à la mise en place d'un block automatique de signalisation en lieu et place du block manuel existant.

Cela a donné lieu, le 5 octobre 2015, à la signature entre partenaires financiers d'une convention de financement globale études et travaux dite « phase 2 : signalisation » fixant le montant de l'opération de modernisation de la signalisation à 37 750 000 € HT courants, dont une participation études et travaux de GrandAngoulême à hauteur de 392 980 € HT courants. Cette convention a été approuvée par le conseil communautaire de GrandAngoulême du 26 juin 2014 (2014.06.202).

➤ Evolution de la consistance et du montant de l'opération

Les études d'avant-projet (AVP) et projet (PRO) ont été achevées fin 2014. La phase REA (Réalisation des Travaux) a connu des reports successifs depuis septembre 2017 qui ont conduit à une reprogrammation des travaux à partir de 2021. Ces reports successifs ont fait évoluer le coût de l'opération de 37,75 M€ HT courants à 41M€ courants. **Ce surcoût est intégralement supporté par SNCF Réseau.**

Dans le même temps, les partenaires ont lancé des études d'électrification des lignes de la Saintonge et du Pays Royannais pour permettre la circulation de TGV entre Paris et Royan. Ils souhaitent que le programme technique de l'opération de modernisation de la signalisation entre Angoulême et Saintes soit cohérent avec une électrification ultérieure de la ligne.

La réalisation de mesures conservatoires en vue de l'électrification de la ligne représentent un montant de 850 K€ HT courants, financé intégralement par les départements de la Charente et de la Charente-Maritime ainsi que la région Nouvelle Aquitaine.

Le coût global de l'opération s'établit désormais à 41, 880 M€ HT courants répartis comme suit :

| Phases AVP PRO REA | Clé de répartition (avenant 1) % | Besoin de financement (avenant 1) Montant en Euros courants HT | Clé de répartition (convention initiale) % | Besoin de financement (convention initiale) Montant en Euros courants HT |
|--|---|---|---|---|
| <i>Etat*</i> | 33,7387% | 14 129 773,00 € | 37,4299 % | 14 129 773,00 € |
| <i>Région Nouvelle Aquitaine</i> | 34,8946% | 14 613 842,00 € | 37,9440 % | 14 323 842,00 € |
| <i>Département de la Charente</i> | 8,5406% | 3 576 792,00 € | 8,7067 % | 3 286 792,00 € |
| <i>Département de la Charente Maritime</i> | 3,6213% | 1 516 613,00 € | 3,2493 % | 1 226 613,00 € |
| <i>GrandAngoulême</i> | 0,9383% | 392 980,00 € | 1,0410 % | 392 980,00 € |
| <i>SNCF Réseau</i> | 18,2665% | 7 650 000,00 € | 11,6291 % | 4 390 00,00 € |
| TOTAL | 100,0000% | 41 880 000,00 € | 100,0000% | 37 750 000,00 € |

La participation de GrandAngoulême reste stable à 392 980 € HT courants, dont 28 051 € HT pour la phase PRO et 364 929 € HT pour la phase REA.

La participation de GrandAngoulême pour la phase PRO a déjà été totalement réalisée, ainsi que 105 829,81 € HT au 31 décembre 2020 pour la phase REA.

L'échéancier prévisionnel des appels de fonds est présenté en annexe 7 de la convention et calculé selon l'avancement des travaux.

➤ Evolution de la durée de l'opération

La phase REA a été reprogrammée en 2021, pour une mise en service prévisionnelle de la ligne mi-2023.

Considérant que les reports successifs de la phase REA et l'intégration de mesures conservatoires en vue de l'électrification de la ligne (déroulement d'un câble de terre enterré) font évoluer la consistance, le coût et la durée de l'opération, il convient de passer un avenant n°1 à la convention initiale de financement des études et des travaux de modernisation de la signalisation entre Angoulême et Saintes (projet en annexe de la délibération),

Aussi, je vous propose :

D'APPROUVER l'avenant n°1 à la convention relative au financement des études et des travaux de modernisation de la signalisation sur la ligne ferroviaire entre Angoulême et Saintes.

D'AUTORISER Monsieur le Président ou toute personne dûment habilitée, à signer l'avenant n°1 à ladite convention, ainsi que tous les actes afférents.

**APRES EN AVOIR DELIBERE
LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES
ADOpte LA DELIBERATION PROPOSEE**

| Certifié exécutoire | |
|---|---|
| <u>Recu à la préfecture de la Charente le :</u> 14 décembre 2021 | <u>Affiché le :</u> 14 décembre 2021 |



Avenant n°1 à la Convention Relative au financement des études et des travaux de la modernisation de la signalisation entre Angoulême et Saintes.

(ligne de Saint Michel à Beillant)

F36224

CFI 1400247

ENTRE LES SOUSSIGNES

L'ETAT (Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire), représenté par Madame Fabienne BUCCIO, Préfète de Région Nouvelle Aquitaine,

Ci-après désigné « **L'ETAT** »

La Région Nouvelle Aquitaine, représentée par le Président du Conseil Régional, Monsieur Alain ROUSSET, *agissant en vertu de la commission permanente du*

Ci-après désignée « **La REGION** »

Le Département de la Charente, représenté par son Président, Monsieur Philippe BOUTY, en vertu d'une décision de l'Assemblée départementale du

Ci-après désigné « **Le DEPARTEMENT 16** »

Le Département de la Charente Maritime, représenté par sa Présidente, Madame Sylvie MARCILLY, en vertu d'une décision de l'Assemblée Départementale du 1^{er} juillet 2021

Ci-après désigné « **Le DEPARTEMENT 17** »

La Communauté d'Agglomération du Grand Angoulême, représentée par Monsieur Xavier BONNEFONT, son président en vertu d'une décision du Conseil Communautaire du

Ci-après désigné « **La Communauté d'Agglomération** »

Et,

SNCF Réseau, Société anonyme au capital de 621.773.700 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le N° B. 412.280.737, dont le siège est situé 15-17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 - 93418 La Plaine Saint-Denis Cedex, désigné ci-après « **SNCF Réseau** », représenté par Monsieur Jean-Luc Gary, **Directeur territorial**, dûment habilité à cet effet,

Ci-après désigné « **SNCF RÉSEAU** »

SNCF RÉSEAU, l'Etat, la Région Nouvelle Aquitaine, le Département de la Charente, le Département de la Charente Maritime, et la Communauté d'agglomération du Grand

Angoulême étant désignés ci-après collectivement les « Parties » et individuellement une « Partie ».

VU :

- Le Code général des collectivités territoriales,
- Le Code des transports,
- Le Code de la commande publique,
- La Loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire,
- Le décret 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions de SNCF Réseau
- Le décret n° 2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les statuts de la société SNCF Réseau et portant diverses dispositions relatives à la société SNCF Réseau
- Le décret 2019-1582 du 31 décembre 2019 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau.
- L'Avenant de révision à mi-parcours du Contrat de Projets Etat – Région Poitou-Charentes 2007 -2013 conclu le 27 avril 2012
- La convention d'application relative aux études d'avant-projet de modernisation de la signalisation de la ligne Angoulême Saintes, signée le 09/01/2009
- Le contrat de plan Etat - Région Poitou-Charentes 2015-2020, signé le 04/05/ 2015 modifié par ses avenants.
- L'Avenant N°3 au contrat de plan Etat Région Poitou-Charentes 2015-2020 signé le 05/09/2019
- Avenant N°7 au contrat de plan Etat Région Poitou-Charentes 2015-2020 signé le 24/07/2020
- La convention financière (APO) entre l'Etat et SNCF Réseau relative à l'opération de modernisation de la signalisation entre Angoulême et Saintes, signée le 20/12/2013.
- La convention financière entre l'Etat et SNCF Réseau, relative au financement de l'opération de la modernisation de la signalisation entre Angoulême et Saintes (phase REA) signée le 05/10/2015.
- La convention de financement des études et des travaux de la modernisation de la signalisation entre Angoulême et Saintes, signée le 05/10/2015.

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Article 1 de l'avenant n°1 – OBJET DU PRESENT AVENANT | 6 |
| Article 2 de l'avenant n°1 – Modification de l'article 3 « DESCRIPTION DE L'OPERATION » de la convention de financement initiale | 7 |
| Article 3 de l'avenant n°1 – Modification de l'article 4 « DELAIS PREVISIONNEL DE REALISATION » de la convention de financement initiale..... | 7 |
| Article 4 de l'avenant n°1 – Modification de l'article 6 « FINANCEMENT DE L'OPERATION » de la convention de financement initiale..... | 8 |
| Article 5 de l'avenant n°1 – Modification de l'article 7 « APPEL FONDS » de la convention de financement initiale | 10 |
| Article 6 de l'avenant n°1 – DATE D'EFFET DU PRESENT AVENANT | 13 |
| Article 7 de l'avenant n°1 – PORTEE DU PRESENT AVENANT..... | 13 |
| Article 8 de l'avenant n°1 – MESURES D'ORDRE..... | 14 |

IL EST RAPPELE CE QUI SUIT :

La liaison TER Angoulême - Saintes (-Royan) est, après Poitiers – La Rochelle, la seconde liaison TER de la Région Poitou-Charentes.

La ligne Angoulême – Saintes offre dans son état actuel (signalisation manuelle, armement ancien et non homogène) des performances médiocres qu'il convient d'améliorer pour optimiser en particulier la qualité et le niveau de l'offre de transport de voyageurs.

Dans cet objectif, une opération de modernisation de la signalisation ferroviaire de la ligne a été inscrite au Contrat de Projets Etat – Région Poitou-Charentes 2007-2013.

Les études Avant-Projet conduites par Réseau Ferré de France (RFF), devenue SNCF Réseau, ont abouti à un programme d'opération qui consiste principalement à la mise en place d'un block automatique de signalisation en lieu et place du block manuel existant.

Dans le même temps, les partenaires ont lancé des études d'électrification des lignes de la Saintonge et du Pays Royannais pour permettre la circulation de TGV entre Paris et Royan. Ils souhaitent que le programme technique de l'opération de modernisation de la signalisation entre Angoulême et Saintes soit cohérent avec une électrification ultérieure de la ligne.

Cela a donné lieu, le 5 octobre 2015, à la signature entre partenaires financiers d'une convention de financement globale AVP-PRO-REA dite « phase 2 : signalisation » permettant :

- D'une part un engagement global des partenaires sur la totalité de l'opération,
- D'autre part l'annulation de l'ancienne convention d'application AVP.

Cette convention de financement (études et travaux) annulait et remplaçait la convention d'application relative aux études d'avant-projet de modernisation de la signalisation entre Angoulême et Saintes signée le 9 janvier 2009.

L'opération de la présente convention a fait l'objet d'un premier décalage en 2014/2015, motivé par la priorité donnée à la maintenance décidée nationalement par RFF suite notamment à l'accident de Denguin qui a eu lieu en juillet 2014. Ainsi, le planning qui prévoyait la réalisation d'une Phase travaux (REA) entre 2015 et 2017 avec une mise en service à l'été 2017 n'a pas pu être respecté.

Lors du COTECH du 28 octobre 2015 (qui faisait suite à ce premier décalage), SNCF Réseau avait présenté aux Parties, le nouveau planning prévisionnel des travaux de la présente opération avec une réalisation possible à partir de mi-2016 et une mise en service prévue vers fin 2019.

Les études d'avant-projet (AVP) et projet (PRO) ont été achevées fin 2014, la phase travaux (REA) devait débiter dès 2017.

Au premier trimestre 2017, dans l'impossibilité de fournir les ressources nécessaires à l'encadrement du chantier en toute sécurité, SNCF Réseau a dû classer sans suite l'appel d'offre travaux relatif au déroulage des câbles et a été contraint de décaler le planning de l'opération d'un an, ce qui a fait l'objet d'une information à l'ensemble des partenaires lors du COTECH du 07 juillet 2017

En septembre 2017, un nouvel arbitrage sur les ressources a conduit SNCF Réseau à envisager une reprogrammation des travaux (phase REA) à partir de 2021 pour une mise en service estimée pour mi-2023.

DES LORS IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

À l'occasion des discussions avec les partenaires de la prise en charge des surcoûts liés au décalage de l'opération, il a été convenu entre les Parties de maintenir dans cette opération la mise en place du Cable De Terre Enterré (CDTE), mesure conservatoire au projet d'électrification.

Par le décalage du planning prévisionnel de la phase travaux et l'intégration du coût de l'enfouissement d'un câble CDTE à la présente opération, le besoin de financement de la convention initiale a évolué.

En conséquence, un ajustement est nécessaire sur le programme, le financement des travaux, le planning prévisionnel, ainsi que sur les modalités d'appels de fonds, prévues dans les conditions particulières de la convention de financement initiale.

Article 1 de l'avenant n°1 – OBJET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant à la convention de financement des études (AVP PRO) et des travaux (REA) relatif à la modernisation de la signalisation entre Angoulême et Saintes a pour objet de modifier :

- Le programme de l'opération
- Le besoin de financement de l'opération
- La durée de l'opération.
- Le plan de financement
- Les modalités d'appel de fonds

Les articles et annexes de la convention de financement, modifiés par le présent avenant sont les articles des conditions particulières de la convention de financement initiale et annexes suivants :

Article 3 : « Description de l'opération »

Article 4 : « Délai prévisionnel de réalisation »

Article 6 : « Le financement de l'opération »

Article 7 : « Appels de fonds »

Article 8 : « Notification – Contacts »

Annexe 2 : « Description de l'opération »

Annexe 3 : « Planning prévisionnel d l'opération »

Annexe 4 : « Détail du coût estimé de l'opération »

L'annexe 7 « Echancier prévisionnel des appels de fonds » a été intégrée à la présente convention.

Article 2 de l'avenant n°1 – Modification de l'article 3 « DESCRIPTION DE L'OPERATION » de la convention de financement initiale

L'article 3 de la convention de financement initiale est modifié comme suit :

« *Le synoptique de l'opération est présenté en Annexe 2.*

Le programme retenu à l'issue de la phase d'avant-projet est repris ci-après :

- *Passage d'un block manuel à voie unique (BMVU) à un block automatique à permissivité restreinte (BAPR) à compteur d'essieu entre Saint Michel et Beillant.*
- *Installation de cinq postes à relais informatiques dans les gares de Cognac, Jarnac, Châteauneuf sur Charente, Sireuil et Saint Michel*
- *Installation de la commande à distance des gares citées ci-dessus depuis la gare de Beillant*
- *Adaptation des passages à niveau et des Embranchements Particuliers (EP)*
- *Mise en place d'une traversée de voie piétonne en gare de Châteauneuf sur Charente.*

Le programme de l'opération intègre également deux options :

- *Des mesures conservatoires en vue de l'électrification de la ligne par la mise en place des câbles de signalisation adéquats et du CDTE (Cable De Terre Enterré)*
- *Des travaux de signalisation complémentaires permettant un relèvement de vitesse et aboutissant à un gain de 2 minutes et 30 secondes ».*

Article 3 de l'avenant n°1 – Modification de l'article 4 « DELAI PREVISIONNEL DE REALISATION » de la convention de financement initiale

L'article 4 de la convention de financement initiale est modifié comme suit :

« *La durée prévisionnelle de la présente convention se décompose de la manière suivante :*

- *La durée de réalisation des études AVP est de 30 mois à compter de son ordre de lancement par SNCF Réseau*
- *La durée de réalisation de la phase PRO est de 12 mois à compter de son ordre de lancement par SNCF Réseau*
- *Concernant la phase travaux, le planning prévisionnel des travaux, prévoit une mise en service mi-2023.*

Un calendrier prévisionnel indicatif du déroulement des différentes phases de l'opération est joint en Annexe 3.

Ce calendrier peut évoluer sur justification de SNCF Réseau ».

Article 4 de l'avenant n°1 – Modification de l'article 6 « FINANCEMENT DE L'OPERATION » de la convention de financement initiale

L'article 6 de la convention de financement initiale est remplacé comme suit :

« 6.1 Assiette de financement

6.1.1 Coût de l'opération AVP PRO REA aux conditions économiques de référence :

L'estimation du coût global de l'opération (toutes phases confondues) est fixée aux conditions économiques de janvier 2008 à 32 810 000 € (dont 845 000 € pour le coût de la mise en place du CDTE).

Le détail estimatif de ce coût estimatif est précisé en Annexe 4.

6.1.2 Estimation du besoin de financement (AVP PRO REA) aux conditions économiques de réalisation

Le besoin de financement de la présente convention (AVP PRO REA) est évalué à 41 880 000 € courants (dont 870 000 € courants HT pour la mise en place du CDTE) dont une somme estimée à 956 000 € courants HT, correspondant aux frais de maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau, et se décompose de la manière suivante :

- *L'estimation du coût des études AVP est estimée à 1 039 366 € courants HT,*
- *L'estimation du coût des études PRO est estimée à 2 020 485 € courants HT,*
- *L'estimation du coût des travaux est estimée à 38 820 149 € courants HT.*

6.2 Plan de financement

LES COCONTRACTANTS s'engagent à participer au financement de l'opération selon la clé de répartition suivante :

| Phases AVP PRO REA | Clé de répartition % (4 décimales) | Besoin de financement Montant en Euros courants HT |
|--|---|---|
| <i>Etat*</i> | 33,7387% | 14 129 773,00 € |
| <i>Région Nouvelle Aquitaine</i> | 34,8946% | 14 613 842,00 € |
| <i>Département de la Charente</i> | 8,5406% | 3 576 792,00 € |
| <i>Département de la Charente Maritime</i> | 3,6213% | 1 516 613,00 € |
| <i>Grand Angoulême</i> | 0,9383% | 392 980,00 € |
| <i>SNCF Réseau</i> | 18,2665% | 7 650 000,00 € |
| TOTAL | 100,0000% | 41 880 000,00 € |

Le besoin de financement intègre les dépenses relatives aux études avant-projet, projet et travaux engagés antérieurement à la signature de la présente convention de financement, rendues nécessaires au bon déroulement de l'opération et au respect de son planning.

**L'engagement financier de la participation de l'Etat sur cette opération se fait par l'intermédiaire de deux conventions bilatérales contractualisées entre l'Etat et SNCF Réseau, qui notifient les subventions accordées par l'Etat à SNCF Réseau, pour ce projet :*

- La convention financière (phases avant-projet/ projet) entre l'Etat et SNCF Réseau relative à l'opération de modernisation de la signalisation entre Angoulême et Saintes, signée en date du 20 décembre 2013.*
- La convention financière entre l'Etat et SNCF Réseau, relative au financement des travaux de l'opération de la modernisation de la signalisation entre Angoulême et Saintes (phase REA) signée le 05 octobre 2015.*

L'engagement financier des autres partenaires, autres que l'Etat pour les phases AVP PRO REA est réalisé à travers la présente convention.

Le coût de l'enfouissement d'un câble CDTE (Cable De Terre Enterré), est pris dans sa totalité en charge par les Départements de la Charente, de la Charente-Maritime et part la Région, soit le montant total de 870 000 € courants HT.

La répartition des engagements financiers de chacune des Parties entre les différentes phases de la présente convention (AVP PRO REA), est la suivante :

| Phases AVP PRO REA | Coût total de l'opération AVP PRO REA € courants | Besoin de financement de la Phase AVP Montant en € courant HT | Clé de répartition % De la phase AVP | Besoin de financement de la Phase PRO Montant en € courant HT | Clé de répartition % de la phase PRO | Besoin de financement de la Phase REA Montant en € courant HT | Clé de répartition % de la phase REA |
|--|--|--|---|--|---|--|---|
| Etat | 14 129 773,00 € | 380 000,00 € | 36,5607% | 520 000,00 € | 25,7364% | 13 229 773,00 € | 34,0797% |
| Région Nouvelle Aquitaine | 14 613 842,00 € | 270 000,00 € | 25,9774% | 752 439,00 € | 37,2405% | 13 591 403,00 € | 35,0112% |
| Département de la Charente | 3 576 792,00 € | 0,00 € | 0,0000% | 234 612,00 € | 11,6117% | 3 342 180,00 € | 8,6094% |
| Département de la Charente-Maritime | 1 516 613,00 € | 0,00 € | 0,0000% | 87 556,00 € | 4,3334% | 1 429 057,00 € | 3,6812% |
| Grand Angoulême | 392 980,00 € | 0,00 € | 0,0000% | 28 051,00 € | 1,3883% | 364 929,00 € | 0,9401% |
| SNCF Réseau | 7 650 000,00 € | 389 366,00 € | 37,4619% | 397 827,00 € | 19,6897% | 6 862 807,00 € | 17,6785% |
| TOTAL | 41 880 000,00 € | 1 039 366,00 € | 100,0000% | 2 020 485,00 € | 100,0000% | 38 820 149,00 € | 100,0000% |

Article 5 de l'avenant n°1 – Modification de l'article 7 « APPEL FONDS » de la convention de financement initiale

Pour information, les modalités de versement de la participation financière de l'Etat à ce projet pour les phases études (avant-projet/ projet) et travaux (REA) sont fixées à travers les conventions bilatérales contractualisées entre l'Etat et SNCF Réseau, telles que précisées à l'article 6.2 de la présente convention. Aucun appel de fonds n'est donc appelé auprès de l'Etat au titre de la présente convention.

À la date du présent avenant, les appels de fonds déjà réalisés auprès des Parties sont les suivants :

- Au titre des études AVP et PRO

Les appels de fonds relatifs aux études (AVP PRO) ont été réalisés dans leur intégralité auprès de chacune des parties.

A la date de prise d'effet du présent avenant, un relevé de dépenses détaillés sera présenté pour les études (AVP et PRO) pour solde et sera communiqué aux cofinanceurs.

Le détail est le suivant :

| | DGD AVP | Fonds Encaissés | DGD PRO | Fonds Encaissés |
|---------------------------|-----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------------|
| | € COURANTS | | € COURANTS | |
| Etat* | 380 000,00 € | 380 000,00 € | 520 000,00 € | 520 000,00 € |
| Région Nouvelle Aquitaine | 270 000,00 € | 270 000,00 € | 752 439,00 € | 752 439,00 € |
| Département 16 | 0,00 € | | 234 612,00 € | 234 612,00 € |
| Département 17 | 0,00 € | | 87 556,00 € | 87 556,00 € |
| Grand Angoulême | 0,00 € | | 28 051,00 € | 28 051,00 € |
| SNCF Réseau | 389 366,00 € | 389 366,00 € | 397 827,00 € | 397 827,00 € |
| TOTAL | 1 039 366,00 € | 1 039 366,00 € | 2 020 485,00 € | 2 020 485,00 € |

*Subvention de l'Etat encaissée au titre de la convention financière (phases avant-projet/ projet) entre l'Etat et SNCF Réseau relative à l'opération de modernisation de la signalisation entre Angoulême et Saintes, signée en date du 20 décembre 2013.

- Au titre des travaux, et pour information les appels de fonds réalisés au **31/12/2020** au titre de la convention de financement initiale pour la phase REA, s'élèvent :
 - pour la Région à 3 857 406,87€ HT courants,
 - pour le Grand Angoulême à 105 829,81€ HT courants,
 - pour le Département 16 à 885 132,20 € HT courants
 - et pour le Département 17 à 330 326,53 € HT courants.

Ainsi, l'article 7 de la convention de financement initiale est remplacé comme suit :

« 7.1 Modalité de versement des fonds :

Pour les Cocontractants autres que l'Etat, les modalités d'appels de fonds, à réaliser au titre de la phase travaux (REA), sont les suivants :

Par dérogation aux dispositions de l'article 8.2 (§ appels de fonds et solde) des Conditions générales, les appels de fonds seront réalisés selon les modalités suivantes :

- *A la signature du présent avenant, et au regard des appels de fond déjà réalisés au titre de la phase REA, des demandes de versement d'acomptes intermédiaires seront effectués en fonction de l'avancement des travaux. Ils*

seront calculés en multipliant le taux d'avancement des travaux par le montant de la participation financière de chaque financeur en euros courants. Ces acomptes seront accompagnés d'un certificat d'avancement des travaux signé par le représentant de la Maitrise d'ouvrage de SNCF Réseau.

- Au-delà des 80%, les demandes de versement d'acomptes seront accompagnées d'un état récapitulatif des dépenses comptabilisées visé par le représentant de la Maitrise d'ouvrage de SNCF Réseau.

Le cumul des fonds appelés au titre des travaux ne pourra pas excéder 95 % du montant en euros courants défini au plan de financement à l'article 6.2 de la présente convention.

- Après achèvement de l'intégralité des travaux, SNCF Réseau présentera le Décompte Général Définitif sur la base des dépenses constatées.
- Sur la base de celui-ci, SNCF Réseau procédera, selon le cas, soit au remboursement du trop-perçu, soit à la présentation d'un appel de fonds pour règlement du solde.

L'Echéancier prévisionnel des appels de fonds est joint en Annexe 7

Cet échéancier est susceptible d'évoluer, notamment dans le cadre du comité technique et financier.

7.2 Domiciliation de la Facturation

| | Adresse de facturation | Service administratif responsable du suivi des factures | |
|------|--|---|--|
| | | Nom du service | N° téléphone / adresse électronique |
| ETAT | DREAL Nouvelle-Aquitaine Cité administrative Rue Jules Ferry Boîte 55 33 090 BORDEAUX Cedex | DREAL Nouvelle Aquitaine SDIT — DMIF | Stéphane MORANCAIS 05.56 24 82 54 Stephane.morancais@developpement-durable.gouv.fr Dépôt des factures sur le site chorus-pro.gouv.fr |

| | | | |
|---|--|--|--|
| <i>Région Nouvelle Aquitaine</i> | <i>Hôtel de Région 14, rue François de Sourdis 33 077 BORDEAUX Cedex</i> | <i>Direction des Transports Ferroviaires de Voyageurs</i> | <i>Grégoire DELECROIX RSM Charentes Gregoire.delecroix@nouvell e-aquitaine.fr</i> |
| <i>Département de la Charente- Maritime</i> | <i>Madame la Présidente du Département 85 boulevard de la République CS60003 17076 La Rochelle Cedex 9</i> | <i>Secrétariat Général</i> | <i>Marianne BONFILS 05.46.31.71.05 Marianne.bonfils@charente- maritime.fr</i> |
| <i>Département de la Charente</i> | <i>Monsieur le Président du Conseil départemental CS60 000 16 917 ANGOULEME CEDEX 9</i> | <i>Pôle Infrastructure et aménagement du territoire Ou Direction générale des services</i> | <i>Jean-Philippe SALLABERRY 05 16 09 75 60 jpsallaberry@lacharente.fr</i> |
| <i>La Communauté d'Agglomération du Grand Angoulême</i> | <i>Monsieur le Président Du Grand Angoulême 25 boulevard Besson Bey 16023 Angoulême Cedex</i> | <i>Direction générale des services techniques</i> | <i>Eléonore JOINT-LAMBERT Responsable Transport Service Transports Mobilités e.joinlambert@grandangoul eme.fr + dtm@grandangouleme.fr</i> |
| <i>SNCF RÉSEAU</i> | <i>Direction Générale Finances Achats 15-17 rue Jean- Philippe Rameau – CS 80001 - 93418 La Plaine Saint-Denis Cedex</i> | <i>Direction Générale Finances Achats - Unité Crédit management</i> | <i>L'adresse électronique du gestionnaire financier sera communiquée lors du premier appel de fonds.</i> |

Article 6 de l'avenant n°1 – DATE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant n°1 prend effet à sa date de signature par l'ensemble des parties.

Article 7 de l'avenant n°1 – PORTEE DU PRESENT AVENANT

Les dispositions de la convention de financement initiale qui ne sont pas modifiées par le présent avenant n°1 demeurent inchangées et continuent de s'appliquer.

Toutefois, en application des dispositions de la loi n°2014-872 du 04 août 2014 portant réforme ferroviaire, Réseau Ferrée de France est devenu SNCF Réseau à compter du 01 janvier 2015.

Ainsi, au sein de la convention de financement initiale, tous les termes « Réseau Ferré de France » et « RFF » sont remplacés par « SNCF Réseau ».

La Région Poitou-Charentes est devenue la Région Nouvelle Aquitaine en application de la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral.

Article 8 de l'avenant n°1 – MESURES D'ORDRE

Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre le présent avenant à cette formalité.

Pour l'exécution du présent avenant, les Parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Le présent avenant n°1 à la convention de financement initiale est établi en 6 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

A
Pour l'ETAT , le

A , le

Pour la Région

A _____, le

Pour le Département de la Charente-Maritime

A _____, le

Pour le Département de la Charente

A _____ , le

Pour la Communauté d'Agglomération du Grand Angoulême

A _____, le

Pour SNCF RÉSEAU

ANNEXES

Annexe 2 : Description de l'opération

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de l'opération

Annexe 4 : Détail des coûts estimés de l'opération

Annexe 5 : Répartition des montants inscrits au CPER entre les 2 phases (voie et signalisation) de l'opération

Annexe 6 : Détail du calcul des économies récupérables sur l'opération de voie

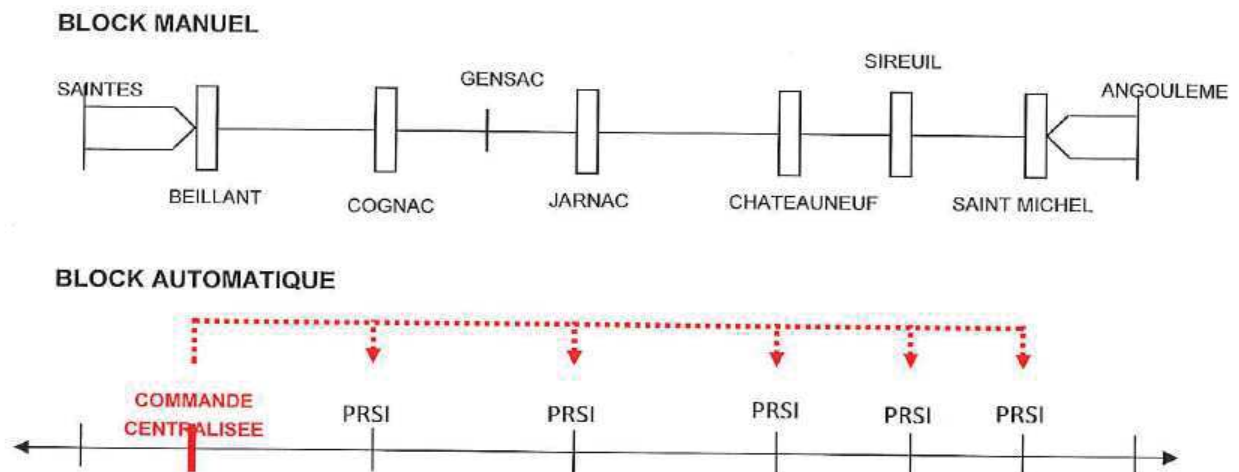
Annexe 7 : Echancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 2 Description de l'opération

La solution proposée permet de répondre aux objectifs suivants :

- Moderniser la signalisation de la ligne entre Beillant et Angoulême (65 km) en vue du rétablissement de ses performances et d'une maintenabilité durable,
- D'offrir une souplesse d'exploitation permettant le développement de dessertes,
- De fiabiliser la régularité des circulations et de permettre une meilleure gestion des aléas liée à l'automatisation des opérations,
- De renforcer la desserte des territoires.

Voici le synoptique de la solution proposée avec le passage d'un block manuel à un block automatique.



L'opération consiste en la mise en place d'une commande centralisée avec un Block Automatique à Permissivité Restreinte à compteur d'essieux entre Beillant et Saint Michel sur Charente, en lieu et place du Block Manuel existant.

Cette commande centralisée installée à Beillant gère les opérations de croisement et de dépassement des circulations dans 5 gares (Cognac, Jarnac, Châteauneuf sur Charente, Sireuil, Saint Michel sur Charente) par l'intermédiaire de postes à relais souples informatisés (PRSI) ; l'agent basé à Beillant gérant lui-même les activités ferroviaires dans cette gare. Une interface Mistral est également mise en œuvre.

Par ailleurs, la ligne fait état de 65 passages à niveau, qu'il convient d'adapter aux contraintes de l'exploitation de la commande centralisée (passage en SAL2, mise en conformité, ...).

Enfin, le respect de l'IN1724 conduit à la création d'une Traversée de Voie Piétonne (TVP) En gare de Châteauneuf sur Charente avec l'installation d'un pictogramme.

Par ailleurs, l'opération comprend la réalisation des aménagements complémentaires suivants :

- Mesures conservatoires en vue de l'électrification de la ligne par la mise en place des câbles de signalisation adéquats et du CDTE (Cable De Terre Enterré),
- Travaux de signalisation complémentaires permettant un relèvement de vitesse et aboutissant à un gain de 2 minutes et 30 secondes (consistant notamment aux déplacements des annonces aux PN, à l'automatisation de 2 PN, ainsi qu'au montage et au pilotage du dossier sécurité de relèvement de vitesse auprès de l'Etablissement Public de Sécurité Ferroviaire).

Annexe 3 Planning prévisionnel de l'opération

| PHASES | 2009 | | | | 2010 | | | | 2011 | | | | 2012 | | | | 2013 | | | | 2014 | | | | 2015 | | | | 2016 | | | | 2017 | | | |
|-------------------|------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|
| | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 |
| AVANT PROJET | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PROJET | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| REALISATION | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Etude d'exécution | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Marché DCE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Travaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Essais | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MISE EN SERVICE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| PHASES | 2018 | | | | 2019 | | | | 2020 | | | | 2021 | | | | 2022 | | | | 2023 | | | |
|-------------------|------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|
| | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 |
| AVANT PROJET | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PROJET | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| REALISATION | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Etude d'exécution | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Marché DCE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Travaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Essais | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MISE EN SERVICE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Annexe 4 Détail du coût estimé de l'opération

- 1- En Euros, le détail du **coût estimé relatif au programme de base (hors options)** est le suivant :

| | |
|----------------------------|-------------------|
| TRAVAUX | 30 760 000 |
| Provision pour Risque (PR) | 2 652 000 |
| Maitrise d'œuvre (MOE) | 7 512 000 |
| Maitrise d'ouvrage (MOA) | 956 000 |
| TOTAL € courant | 41 880 000 |

- 2- En Euros, le détail du **coût estimé relatif aux options** est le suivant :

| | |
|--|------------------|
| Option Relèvement de vitesse | 2 335 000 |
| Option Mesures conservatoires électrification | 1 365 000 |
| TOTAL CE 01/08 | 3 700 000 |
| TOTAL courant | 4 750 000 |

- 3- Le montant global de maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau est de 956 000 euros courants

- 4- **Le coût de l'opération AVP PRO REA (avec options)** est estimé à 41 880 000 € HT courant, décomposé pour chacune des phases de la manière suivante :

- L'estimation du coût des études AVP est estimée à 1 039 366 € courants HT,
- L'estimation du coût des études PRO est estimée à 2 020 485 € courants HT,
- L'estimation du coût des travaux est estimée à 38 820 149 € courants HT.

Annexe 5

Répartition des montants inscrits au CPER entre les 2 phases (voie et signalisation) de l'opération

| | Montants inscrits au CPER | Phase 1 : Voie | Phase 2 : Signalisation | Options hors CPER |
|-------------------------|---------------------------|---------------------|-------------------------|--------------------|
| Etat | 14 870 000 € | 5 556 951 € | 14 129 773 € | |
| Région Poitou Charentes | 19 300 000 € | 7 963 658 € | 11 336 342 € | 2 987 500 € |
| Département 16 | 2 500 000 € | 535 083 € | 1 964 917 € | 1 321 875 € |
| Département 17 | 1 000 000 € | 214 012 € | 785 988 € | 440 625 € |
| COMAGA | 500 000 € | 107 020 € | 392 980 € | |
| Feder | | 7 409 357 € | 0 € | |
| SNCF Réseau | | 11 214 000 € | 4 390 000 € | |
| TOTAL | | 33 000 081 € | 33 000 000 € | 4 750 000 € |

Annexe 6

Détail du calcul des économies récupérables sur l'opération de voie

| Phase 1 : Travaux de voie | | | | |
|---------------------------|---------------------|--|----------------------------|------------------------|
| Co-financeurs | Engagé phase n°1 | Etudes AVP PRO d'après DGD du 20/11/2012 | Accostage prévisionnel REA | Economies Récupérables |
| Etat | 6 205 000 € | 224 367 € | 5 332 584 € | 648 049 € |
| Région Poitou Charentes | 8 892 376 € | 356 400 € | 7 607 258 € | 928 718 € |
| Département 16 | 597 484 € | | 535 083 € | 62 401 € |
| Département 17 | 238 970 € | | 214 012 € | 24 958 € |
| COMAGA | 119 500 € | | 107 020 € | 12 480 € |
| Feder | 7 409 357 € | 90 000 € | 7 319 357 € | 0 |
| SNCF Réseau | 11 214 000 € | 318 314 € | 10 895 686 € | 0 |
| TOTAL | 34 676 687 € | 989 081 € | 32 011 000 € | 1 676 606 € |

Annexe 7

Echéancier prévisionnel des appels de fonds

| F36224 Prévisionnel Facturation | | Au 31/12/2020 | | 2021 | | | 2022 | | | 2023 | | | 2024 | | | |
|---------------------------------|-------------------------------------|------------------------|------------------------|---------------|-----------------------|------------|--------------------------|------------------------|------------|------------------------|-----------------------|------------|------------------------|-----------------------|-----------|------------------------|
| | | Besoin de Financement | Réalisé au 31/12/2020 | % | Montant | % | Avancement % Cumulé 2021 | montant | % | Avancement % Cumulé | Montant | % | Avancement Cumulé | Montant | % | Avancement % Cumulé |
| AVP | Etat | 380 000,00 € | 380 000,00 € | 100,00% | | | | | | | | | | | | |
| | Région Nouvelle Aquitaine | 270 000,00 € | 270 000,00 € | 100,00% | | | | | | | | | | | | |
| | Département de la Charente | 0,00 € | 0,00 € | 0,00% | | | | | | | | | | | | |
| | Département de la Charente-Maritime | 0,00 € | 0,00 € | 0,00% | | | | | | | | | | | | |
| | Grand Angoulême | 0,00 € | 0,00 € | 0,00% | | | | | | | | | | | | |
| | SNCF Réseau | 389 366,00 € | 389 366,00 € | 100,00% | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 1 039 366,00 € | 1 039 366,00 € | 100,00% | | | 100% | | | 100% | | | 100% | | | 100% | |
| PRO | Etat | 520 000,00 € | 520 000,00 € | 100,00% | | | | | | | | | | | | |
| | Région Nouvelle Aquitaine | 752 439,00 € | 752 439,00 € | 100,00% | | | | | | | | | | | | |
| | Département de la Charente | 234 612,00 € | 234 612,00 € | 100,00% | | | | | | | | | | | | |
| | Département de la Charente-Maritime | 87 556,00 € | 87 556,00 € | 100,00% | | | | | | | | | | | | |
| | Grand Angoulême | 28 051,00 € | 28 051,00 € | 100,00% | | | | | | | | | | | | |
| | SNCF Réseau | 397 827,00 € | 397 827,00 € | 100,00% | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 2 020 485,00 € | 2 020 485,00 € | 100,00% | | | 100% | | | 100% | | | 100% | | | 100% | |
| REA | Etat | 13 229 773,00 € | 3 836 634,17 € | 29,00% | 1 455 275,03 € | 11% | 40% | 4 630 420,55 € | 35% | 75% | 2 645 954,60 € | 20% | 95% | 661 488,65 € | 5% | 100% |
| | Région Nouvelle Aquitaine | 13 591 403,00 € | 3 857 406,87 € | 28,38% | 1 579 154,33 € | 12% | 40% | 4 756 991,05 € | 35% | 75% | 2 718 280,60 € | 20% | 95% | 679 570,15 € | 5% | 100% |
| | Département de la Charente | 3 342 180,00 € | 885 132,20 € | 26,48% | 451 739,80 € | 14% | 40% | 1 169 763,00 € | 35% | 75% | 668 436,00 € | 20% | 95% | 167 109,00 € | 5% | 100% |
| | Département de la Charente-Maritime | 1 429 057,00 € | 330 326,53 € | 23,12% | 241 296,27 € | 17% | 40% | 500 169,95 € | 35% | 75% | 285 811,40 € | 20% | 95% | 71 452,85 € | 5% | 100% |
| | Grand Angoulême | 364 929,00 € | 105 829,81 € | 29,00% | 40 141,79 € | 11% | 40% | 127 725,15 € | 35% | 75% | 72 985,80 € | 20% | 95% | 18 246,45 € | 5% | 100% |
| | SNCF Réseau | 6 862 807,00 € | 1 990 214,03 € | 29,00% | 754 908,77 € | 11% | 40% | 2 401 982,45 € | 35% | 75% | 1 372 561,40 € | 20% | 95% | 343 140,35 € | 5% | 100% |
| | TOTAL | 38 820 149,00 € | 11 005 543,61 € | 28,35% | 4 522 515,99 € | 12% | 40% | 13 587 052,15 € | 35% | 75% | 7 764 029,80 € | 20% | 95% | 1 941 007,45 € | 5% | 100% |
| | TOTAL REA en € HT cumulé | | 11 005 543,61 € | | | | 15 528 059,60 € | | | 29 115 111,75 € | | | 36 879 141,55 € | | | 38 820 149,00 € |